

Informations Rapides

27 juin 2014 - n° 150

Principaux indicateurs



Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2014

Début 2014, le PIB est stable (0,0 % après +0,2 %), le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises se redressent

Au premier trimestre 2014, le PIB en volume* est stable après une progression de 0,2 % au quatrième trimestre 2013. La précédente estimation lors des premiers résultats du 15 mai 2014 est ainsi globalement confirmée.

Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,5 % après +0,2 %) et le repli de la formation de capital fixe (FBCF) s'accroît (-0,8 % après -0,2 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) baisse à nouveau au premier trimestre : elle contribue pour -0,4 point à l'évolution du PIB (après +0,2 point fin 2013).

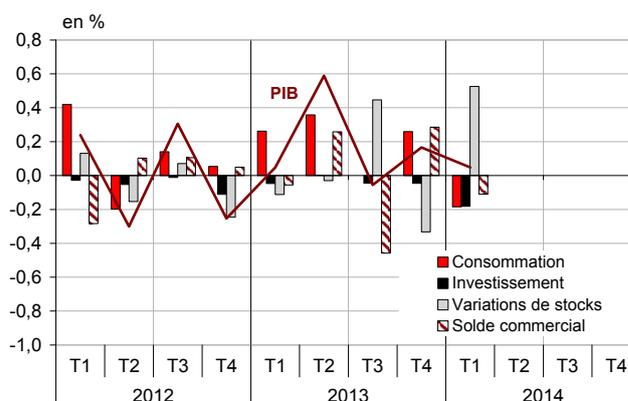
Les importations accélèrent (+1,0 % après +0,5 %), tandis que les exportations ralentissent (+0,6 % après +1,5 %). En conséquence, le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (-0,1 point après +0,3 point). À l'inverse, les variations de stocks des entreprises y contribuent positivement (+0,5 point après -0,3 point).

Le pouvoir d'achat des ménages rebondit

En termes nominaux, le revenu disponible brut (RDB) des ménages se redresse au premier trimestre (+1,3 % après -0,3 %). En effet, les impôts sur le revenu et le patrimoine baissent sensiblement (-4,1 %) par contrecoup d'un second semestre 2013 très dynamique (+1,7 % au troisième trimestre puis +5,1 % au quatrième). Cette progression résultait notamment des mesures votées pour rehausser le rendement de l'impôt en 2013 : non-indexation du barème de l'impôt sur le revenu, création d'une tranche à 45 % et baisse du plafond du quotient familial. Par ailleurs, la masse salariale reçue progresse sur le même rythme que fin 2013 (+0,5 %) et les prestations sociales décélèrent légèrement (+0,7 % après +0,8 %).

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Le PIB et ses composantes



Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2013	2014 (acquis)
PIB	0,6	-0,1	0,2	0,0	0,4	0,3
Importations	1,9	1,1	0,5	1,0	1,9	2,3
Dép. conso. ménages	0,3	-0,2	0,2	-0,5	0,3	-0,4
Dép. conso. APU*	0,8	0,3	0,5	0,4	2,0	1,1
FBCF totale	0,0	-0,2	-0,2	-0,8	-0,8	-1,1
dont ENF*	0,3	0,2	0,7	-0,6	-0,6	0,2
dont ménages	-0,6	-1,7	-2,3	-2,4	-3,1	-5,1
dont APU*	0,1	0,6	-0,3	0,0	1,1	0,1
Exportations	3,0	-0,5	1,5	0,6	2,4	2,3
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,4	0,0	0,2	-0,4	0,5	-0,1
Variations de stocks	0,0	0,4	-0,3	0,5	-0,2	0,5
Commerce extérieur	0,3	-0,5	0,3	-0,1	0,1	-0,1

*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Comptes d'agents

en %, données CVS-CJO

	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2013	2014 (acquis)
Taux de marge des SNF* (niveau)	30,1	29,4	29,5	30,0	29,8	
Pouvoir d'achat du RDB** des ménages	0,3	-0,2	-0,3	0,9	0,0	0,6

*SNF : sociétés non financières

**RDB : revenu disponible brut

Production, Consommation et FBCF : principales composantes

niveaux, données CVS-CJO

	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2013	2014 (acquis)
Production branche	0,9	-0,2	0,2	0,2	0,5	0,5
Biens	1,4	-1,2	-0,2	0,5	-0,2	0,1
<i>Ind. manufacturière</i>	1,6	-1,1	0,0	0,9	-0,6	0,8
Construction	0,3	-0,5	-0,4	-1,4	-1,2	-1,8
Services marchands	0,7	0,2	0,4	0,2	0,9	0,8
Services non marchands	0,7	0,2	0,4	0,4	1,5	1,0
Consommation des ménages	0,3	-0,2	0,2	-0,5	0,3	-0,4
Alimentaire	-0,8	0,3	0,9	-0,9	0,1	-0,3
Énergie	1,3	-3,8	-1,4	-3,9	0,8	-6,4
Biens fabriqués	0,1	0,7	1,2	0,0	-1,0	1,3
Services	0,4	0,1	0,1	0,2	0,6	0,4
FBCF	0,0	-0,2	-0,2	-0,8	-0,8	-1,1
Produits manufacturés	-0,7	1,2	0,3	-0,5	-0,9	0,1
Construction	0,0	-0,8	-0,8	-1,6	-1,6	-2,5
Services	0,5	-0,3	0,3	0,0	0,3	0,3

RDB et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2013	2014 (acquis)
RDB	0,2	0,0	-0,3	1,3	0,6	1,1
RDB (pouvoir d'achat)	0,3	-0,2	-0,3	0,9	0,0	0,6
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,1	-0,4	-0,5	0,7	-0,6	0,2
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,4	-0,1	-0,1	0,8	0,5	0,7
Taux d'épargne (niveau)	15,2	15,1	14,7	15,9	15,1	
Taux d'épargne financière (niveau)	5,8	6,0	5,6	7,1	5,8	

* uc : unité de consommation

Ratios des comptes des SNF

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2013
Taux de marge	30,1	29,4	29,5	30,0	29,8
Taux d'investissement	22,4	22,6	22,7	22,5	22,6
Taux d'épargne	17,4	16,6	17,2	17,2	17,1
Taux d'autofinancement	77,7	73,4	75,9	76,5	75,7

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2013 T2	2013 T3	2013 T4	2014 T1	2013
<i>En milliards d'euros</i>					
Dépenses totales	300,5	303,4	305,4	308,6	1208,3
Recettes totales	278,5	281,2	283,1	284,9	1118,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-22,0	-22,2	-22,3	-23,7	-89,6
<i>En % de PIB</i>					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-4,2	-4,2	-4,2	-4,4	-4,2

Les prix de la consommation progressent modérément (+0,3 % après +0,1 %), si bien qu'au total, le pouvoir d'achat du revenu des ménages augmente de 0,9 % au premier trimestre 2014 (après -0,3 % fin 2013). Mesuré par unité de consommation, ce qui permet de le ramener à un niveau individuel, il progresse de 0,7 % (après -0,5 % fin 2013).

La consommation des ménages se repliant (-0,2 % en valeur, après +0,3 %), le taux d'épargne des ménages se redresse nettement : passant de 14,7 % fin 2013 à 15,9 % début 2014, il retrouve son niveau du printemps 2012.

Le taux de marge des SNF se redresse nettement

Au premier trimestre 2014, la valeur ajoutée des sociétés non financières (SNF) ralentit (+0,1 % après +0,3 %) et les rémunérations qu'elles versent (y compris cotisations et impôts sur la main-d'œuvre) accélèrent : +0,8 % après +0,3 %. Leur taux de marge se redresse toutefois de 0,5 point pour s'établir à 30,0 %, soit la plus forte progression depuis début 2010. Celle-ci résulte de la mise en œuvre du CICE : ce crédit d'impôt, comptabilisé comme une subvention (en recette pour les entreprises, en dépense pour les administrations publiques) contribue pour +1,1 point à la hausse du taux de marge.

Au premier trimestre 2014, le déficit des APU représente 4,4 % du PIB

Le déficit des administrations publiques (APU) s'établit à 4,4 % au premier trimestre 2014. Les dépenses accélèrent (+1,0 % après +0,6 %), l'effet de la mise en œuvre du CICE n'étant qu'en partie compensé par la baisse, ce trimestre, de la contribution française au budget européen. La progression des recettes se stabilise, à +0,7 % : le repli de l'impôt sur le revenu dû par les ménages est compensé par les accélérations de l'impôt sur les sociétés, de la TVA (du fait des hausses de taux) et des cotisations sociales. L'estimation d'un déficit trimestriel est le résultat de travaux méthodologiques qui ont duré plusieurs années. Il ne s'agit pas d'une donnée purement comptable mais d'une statistique, qui comporte des imprécisions et peut faire l'objet de révisions (voir note de méthodologie associée). La volatilité qui peut en résulter pour ces agrégats doit inciter à une grande précaution dans l'usage et l'interprétation des estimations, tout particulièrement en ce qui concerne les trimestres de l'année en cours.

Pour en savoir plus :

L'acquis de croissance d'un agrégat pour l'année en cours est le taux de croissance annuel qui serait observé si la variable restait, jusqu'à la fin de l'année considérée, stable à son dernier niveau trimestriel observé.

- Des données complémentaires (séries longues depuis 1949, méthodologie, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : [page des comptes trimestriels sur www.insee.fr](#)
- Les séries longues sont également disponibles dans la BDM : [G1540](#), [G1548](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr
-  Suivez-nous aussi sur [Twitter @InseeFr](#)

Prochaine publication : le 14 08 2014 à 7h30